

La Révolution belge des années dix. De l'île de nulle part au monde entier.

Dirk Barrez

Je m'en rends parfaitement compte : avec un titre pareil, un auteur prend tous les risques de l'incompréhension, le risque que les gens décrochent avant même qu'il ait commencé. Je leur destine ce petit préambule et j'affirme : il est possible d'être Flamand et de plaider en même temps pour une nouvelle révolution belge qui se déroulerait au sein d'une histoire européenne et mondiale.

L'impensable se pense réellement

Voyons d'abord la réalité qui domine aujourd'hui : dans ce pays, l'impensable se pense effectivement. Divisons, séparons-nous, traçons de nouvelles frontières et lignes de séparation. Divisons ce superbe édifice de la sécurité sociale et, le cas échéant, démantelons-le. Eh oui, placez donc le Flamand qui habite Lierneux ou le francophone à Kampenhout et toutes les familles plurilingues où qu'elles demeurent devant le choix de n'être dorénavant plus que Flamand ou Wallon. Et les Bruxellois ? Et la périphérie bruxelloise ? Quel est l'homme ou la femme politique qui se risque à énoncer clairement qui et ce que nous allons déchirer, tout ce que nous allons mettre en pièces alors que jamais encore, une majorité ne s'est exprimée dans ce sens ?

Ce que nous savons par contre tous, c'est que tout comme leurs prédécesseurs, la plupart de nos hommes et femmes politiques n'observent plus depuis longtemps qu'une logique de division. C'est une logique de réformes de l'État où le gouvernement de cet État se voit de plus en plus fractionné, une logique responsable jusqu'ici de cinq et bientôt peut-être de six réformes de l'État depuis 1970.

Qu'allons-nous répondre ?

Alors que l'impensable se pense, il ne faut surtout pas que subsiste le moindre flou sur les conséquences du comportement de nos hommes et femmes politiques emprisonnés dans la seule logique de séparation. Qu'allons-nous répondre à tant de familles plurilingues, tant parmi les soi-disant anciens que parmi les nouveaux Belges ? Aux francophones en Flandre ? Aux habitants de Bruxelles ? Aux Flamands dans les communes à facilités ? Écoutons un instant, au cœur des Ardennes, ces jeunes parfaitement bilingues parce que nés de parents flamands mais écoliers à Marche ou à Liège ! « Ce qu'on serait si le pays était coupé en deux ? Ce n'est pas qu'on se soit jamais posé la question, mais l'humeur du pays instille malgré tout cette interrogation dans la pensée. Flamand ou Wallon ? Non, alors plutôt Bruxellois, question de conserver ce mélange qui est le mien. »

À tous ceux-là, allons-nous simplement leur annoncer que même au niveau belge on n'arrive plus à organiser une vie en commun ?

On pense encore beaucoup plus de choses impensables

Ce n'est même plus en cachette que, tout au moins en Flandre, on pense encore beaucoup plus de choses impensables, non seulement au niveau politique mais encore au niveau socio-économique.

Faudra-t-il s'étonner que les entreprises étrangères soient les premières à payer encore moins d'impôts tandis qu'il sera en même temps demandé aux retraités de faire des sacrifices ? Que la concertation sociale se trouve balayée d'un revers de main et que les gens au travail voient encore leur part du gâteau rétrécir comme peau de chagrin ? Que dirons-nous aux jeunes travailleurs et à leurs congénères d'un certain âge, marginalisés parce qu'ils ne trouvent pas leur place sur le marché du travail ? Comment réagissons-nous lorsque l'attaque sera lancée contre les mutualités, les syndicats et la concertation sociale, piliers de la santé publique et principes d'un état providence qui se préoccupe de tous ?

Car ce sont sans le moindre doute les enjeux, du moins en Flandre, si nous nous abandonnons à une idéologie de séparation et d'égoïsme qui empoisonne les puits où s'abreuvent la solidarité et la prospérité.

D'une logique qui divise à une logique qui rassemble : l'utopie d'un fédéralisme intégral et solidaire

Permettez-moi d'imaginer à l'opposé une tout autre histoire, celle d'une nouvelle révolution belge, conduite par des Flamands, des Wallons, des Bruxellois et des germanophones, tant dans la région ou la communauté où ils habitent, travaillent et vivent... qu'ensemble, en tant que Belges. Cette révolution n'en appelle pas à une logique qui divise, mais au contraire à une logique qui rassemble en partant de la base. À mes yeux, cette utopie d'un fédéralisme intégral et solidaire est franchement plus attrayante et, en plus, elle est réalisable. Bref, une véritable utopie et donc un fil conducteur pour façonner l'avenir.

Car en effet, pourquoi ne pas organiser et redessiner notre gouvernement démocratique à partir de la base ? Et tout d'abord renforcer puissamment le niveau de gouvernement le plus proche et le plus fondé du point de vue démocratique, celui des villes et des communes ? En comparaison avec les pays nordiques par exemple, il est simplement déshonorant de constater quelle part infime de vraies compétences et de moyens est confiée chez nous au niveau communal. Et encore beaucoup moins ou même rien du tout à de plus petites entités encore comme les quartiers ou les anciennes communes.

En partant des communes, on aborderait le niveau des provinces et ensuite celui des régions et des communautés. Il s'agirait à chaque fois de se mettre d'accord sur ce qui convient le mieux de gérer et d'administrer à ce niveau, tout en accordant les compétences et les responsabilités de lever (en grande partie) les ressources nécessaires, de les gérer en bon père de famille et d'en rendre compte à qui de droit.

Qu'est-ce qui rassemble les Belges ?

Mais ne nous arrêtons surtout pas là comme le font malheureusement depuis quelques générations les hommes et les femmes politiques au niveau fédéral. Car une bonne entente suppose nécessairement de convenir ce qu'on fait bien d'organiser au niveau belge.

Prenons l'indexation automatique des salaires qui permet aux travailleurs de participer à la prospérité. N'avons-nous pas toutes les raisons de défendre ensemble cet acquis belge tout à fait unique au sein

de l'Europe ? Tout comme notre sécurité sociale qui est l'expression de notre solidarité. Sans oublier surtout notre façon toute particulière d'organiser notre système de santé de sorte à pouvoir contrer, sur la base de notre mutualisme, l'avancée d'un principe de profit malsain sur le dos de la santé des gens.

Un véritable fédéralisme intégral adhère précisément à cette logique solidaire qui rassemble en partant du niveau de gouvernement le plus proche des gens et qui s'étend ensuite progressivement à tous les autres niveaux. C'est ainsi que se construit une démocratie participative.

Mais au niveau de gouvernement belge, nos responsables politiques belges refusent depuis des décennies d'appliquer une telle logique. Ils ne cherchent même pas ce qui nous rassemble vraiment en tant que Flamands, Wallons ou Bruxellois, néerlandophones, francophones ou germanophones. Et c'est ainsi qu'ils organisent la dérive de ce pays où les véritables problèmes ne sont pas abordés.

Mettons fin à la dérive : la nouvelle révolution belge

Justement, sous l'étendard de la nouvelle révolution belge, nous mettons fin à cette dérive. Nous, les révolutionnaires belges, nous mettons fin à tout ce qui est dommageable à la vie en commun, à la planète, la démocratie et l'économie. Et nous réorientons l'économie en vue de créer la possibilité de bien vivre pour tout un chacun.

Nous éliminons tout d'abord la domination perfide des puissances financières en place qui menacent l'économie et le marché générateurs de notre prospérité. Nous arrêtons de n'imaginer qu'en rêve des banques publiques et coopératives, nous les mettons effectivement en lieu et place des grandes banques faillissantes en les obligeant à se mettre au service de la société et de l'économie afin de créer de la prospérité pour tous.

Nous ne démantelons pas la sécurité sociale mais par contre le monopole d'Electrabel sur l'énergie. Et cette fois-ci pour de vrai, fini les conneries. Dès lors, on pourra enfin orienter notre approvisionnement énergétique vers les énergies renouvelables. Par tous les moyens et avec l'aide de tous, nous transformons notre économie en une économie socio-écologique qui respecte la capacité porteuse de la planète et crée de la prospérité pour tous.

Et puis l'emploi ! Du travail pour tous ceux qui veulent travailler. Nous créons et garantissons des emplois corrects pour les jeunes et les plus âgés.

En matière d'habitation : priorité absolue à des logements abordables et durables.

Il suffit d'ailleurs de combiner ces deux grands défis du travail et du logement pour envisager une merveilleuse solution tant au niveau économique que social et écologique. Imaginons en effet un instant qu'à Bruxelles, cette ville schizophrène si riche en inégalités, nous remplacions ou transformions les plus de cent mille logements délabrés en logements durables : ça ferait du travail et des revenus pour des dizaines de milliers de chômeurs, enfin du confort de logement pour des centaines de milliers de personnes et une réduction immense des émissions de CO2. Concluons dès aujourd'hui ce pacte socio-écologique, pour Bruxelles, pour la Wallonie, pour la Flandre, pour la Belgique.

En matière de santé, dans l'intérêt de notre propre bien-être physique, nous excluons les assureurs privés de notre système de santé. Il ne faut en effet pas qu'ils puissent en faire leur terrain de chasse, car le système se porte beaucoup mieux si on leur interdit de faire des profits sur le dos de la santé des gens.

De plus, on s'attache à combler enfin le fossé qui ne cesse de se creuser entre les revenus et que rien ne justifie. Comment ? En interdisant que, comme c'est le cas dans de grandes entreprises nippones, les revenus les plus élevés dépassent le triple de la moyenne. Pourquoi ne serait-ce pas possible chez nous ? En plus, le revenu le plus modeste ne doit jamais être plus bas qu'un cinquième du plus gros. Ensuite, chacun contribue fiscalement selon ses revenus et ses moyens aux instances et aux biens publics si utiles et nécessaires tels que la police et la poste en passant par des transports publics pauvres en émissions de CO2, l'enseignement, la culture et des autoroutes de l'information accessibles à tous.

Nous élaborons beaucoup plus de démocratie économique, non seulement par de solides organisations de travailleurs et d'employeurs et le principe intouchable de la concertation sociale, car notre ambition ne vise pas moins que l'éclosion d'un puissant mouvement coopératif renouvelé qui doit permettre à nos sociétés de reprendre la main sur leur économie. Créons dès demain une nouvelle banque coopérative.

Et qu'on veuille bien le croire ou non, nous investissons aussi dans des médias indépendants et fiables (comme DeWereldMorgen.be) parce que tout comme l'enseignement, la santé et la culture, les médias sont bien trop importants pour qu'on les laisse entièrement aux mains des entreprises commerciales.

Nous amenons les utopies de leur île de nulle part vers le monde entier

Jusqu'ici, toutes ces idées n'étaient que des utopies dans ce sens qu'elles n'arrivaient pas au stade de la réalisation ou qu'elles n'étaient plus considérées comme faisables. La Révolution belge des années dix dépasse cette crise de l'imagination et ramène ou amène enfin toutes ces utopies de leur île de nulle part où elles avaient été refoulées ou qu'elles n'avaient jamais réussi à quitter, vers le monde réel.

Dès lors, on devine aisément ou plutôt, on sait ce qui va suivre. La logique d'un fédéralisme intégral et solidaire qui rassemble nous conduit évidemment aussi vers l'Europe et loin au-delà. En vérité, la Révolution belge peut, non, elle sera le moteur d'une révolution européenne qui accorde une priorité absolue à la création d'une Europe sociale, écologique et démocratique que devra d'ailleurs servir toute l'architecture économique et financière : une véritable révolution copernicienne. En vue de cet objectif, ces révolutionnaires chercheront et trouveront des alliés, notamment dans les ruines de tous ces partis et ces mouvements qui avaient, depuis des décennies, perdu de vue leurs idéaux et leurs utopies.

Partout dans le monde, nous voyons que des gens, des mouvements et des sociétés sont en quête de ces solutions alternatives et de ces utopies, tout comme nous les visons dans cette révolution belge et européenne. Enfin, nous organiserons aussi, partout où il faut, l'intérêt général jusqu'aux niveaux européen et mondial en matière de changement climatique, de perte en biodiversité, de crise financière et d'économie écologique, de travail et de fiscalité équitable, de redistribution mondiale des revenus et de sécurité sociale généralisée, de démocratie politique et économique, de droits de l'homme et de paix.

Et à tous ceux qui prétendent qu'il est dangereux de poursuivre des utopies, nous disons : « N'aurions-nous donc pas dû créer des états providences ? Pas d'égalité de droits pour les hommes et les femmes ? Pas de congés payés ? Nous avons la liberté d'améliorer notre vivre ensemble. »

Alors, tous ensemble, levons le verre à la Révolution belge, non celle de 2011, non à une bouffée révolutionnaire passagère, mais à celle des années dix, au bouleversement qui nécessitera d'immenses efforts soutenus. Bonne chance !

Dirk Barrez, le 25 septembre 2010 – www.dewereldmorgen.be

L'auteur est journaliste, coordinateur de DeWereldMorgen.be, réalisateur de documentaires pour la télé et auteur de la trilogie *Ik wil niet sterven aan de XX^{ste} eeuw. Over leven in de 21^{ste} eeuw, De antwoorden van het antiglobalisme. Van Seattle tot Porto Alegre* (en français : *Une autre mondialisation est possible. De Seattle à Porto Alegre*) et *Van eiland tot wereld. Appèl voor een menselijke samenleving*.